

Cristina Kirchner comparaît devant ses juges pour des accusations de corruption

Argentine Premier procès public, mardi, pour l'ancienne présidente péroniste.

L'ancienne présidente péroniste de l'Argentine, Cristina Fernandez de Kirchner, doit comparaître mardi devant la justice de son pays pour le premier des multiples procès qui lui ont été intentés depuis la victoire à la présidentielle de 2015 de l'ultralibéral Mauricio Macri, procès généralement liés à des accusations de corruption.

Le procès qui s'ouvre mardi est connu sous le nom d'affaire "Vialidad" (voiries); l'ancienne cheffe d'État sera jugée avec l'entrepreneur en travaux publics Lazaro Báez et l'ex-ministre de la Planification fédérale, Julio De Vido. M^{me} Kirchner aurait fait attribuer illégalement la construction de routes à Santa Cruz – province où vécurent longtemps les Kirchner – à la compagnie de M. Báez, Austral Construcciones, pour un montant de 46 milliards de dollars.

Le procès sera largement suivi, essentiellement en raison de la per-



Cristina Kirchner, le 9 mai dernier. Elle se dit "persécutée" pour des raisons politiques.

sonnalité haute en couleur de l'ancienne présidente, dont les adversaires politiques redoutent le retour aux affaires après la présidentielle d'octobre prochain.

M^{me} Kirchner donnée vainqueur

Avant même qu'elle n'annonce sa candidature, certains sondages la donnaient en effet en tête de la course, devant le président sortant, Mauricio Macri. Celui-ci non seulement laisse une situation sociale

bien pire que lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il y a quatre ans, mais il n'a pas réussi à redresser l'économie du pays, laissant ce dernier – au contraire – à nouveau largement endetté.

La perspective d'une victoire de "Cristina" à la présidentielle avait fait chuter le peso face au dollar, fin avril. M^{me} Kirchner a mis fin au suspense le week-end dernier en annonçant sa précandidature à... la vice-présidence. Des primaires de-

vront confirmer ce choix.

Un "kirchnériste critique"

Le précandidat président allié à M^{me} Kirchner est Alberto Fernandez (pas de liens de parenté), un "kirchnériste critique", avocat et professeur de droit, ex-chef du gouvernement sous les présidences de Nestor (2003-2007) et Cristina Kirchner, de 2003 à 2008.

Les procès ouverts contre Cristina Kirchner – qui se dit "persécutée" pour des raisons politiques – empêcheront-ils le "ticket" Kirchner-Fernandez d'être investi par les péronistes? Apparemment non, si l'on en juge par les nombreux cas de politiciens qui se présentent aux élections malgré des poursuites judiciaires en cours: ils ne sont pas considérés comme coupables jusqu'à ce qu'ils aient perdu leur dernier recours – et ces derniers sont nombreux. Ainsi, l'ancien président péroniste Carlos Menem a bénéficié de 18 ans d'honorabilité publique avant que le jugement final pour contrebande le condamne; il avait fallu quatre ans de plus pour que la Cour de cassation confirme le verdict et la sentence.

MFC

"La diva de la politique argentine propose un modèle dirigiste et industriel"

Entretien Marie-France Cros

Pour comprendre les enjeux économiques de l'affrontement politique en Argentine, nous avons interrogé Xavier Dupret, économiste à la Fondation Jaquemotte et spécialiste de l'Argentine.

L'aide du FMI au président Mauricio Macri ne semble pas enrayer la chute du peso. Pourquoi?

Parce que M. Macri est dans un cercle vicieux. Il n'arrive pas à endiguer l'inflation, ni la fuite des capitaux alors que, depuis son arrivée au pouvoir, en 2015, le pays est en récession, avec une exception en 2017. À son arrivée au pouvoir, pour marquer sa différence avec la péroniste Cristina Kirchner, il a licencié une grande partie des contractuels de l'administration et des médias publics; le chômage a explosé. En même temps, il a accru l'inflation en supprimant toutes les subventions pour les factures d'énergie et supprimé le contrôle des changes. Cette inflation a diminué la demande interne, alors qu'une hausse relative des salaires – due à la forte syndicalisation de l'Argentine, héritage du péronisme – diminuait la compétitivité des prix argentins à l'exportation par rapport aux pays voisins; on a donc moins exporté. Or, comme l'inflation mange les salaires, les Argentins retrouvent leurs vieux réflexes et convertissent, dès qu'ils le peuvent, leurs pesos en dollars, ce qui entretient l'inflation. Et les détenteurs de capitaux se disant que "cela sent le roussi", on assiste à une fuite des capitaux.

Pour tout arranger, la politique de M. Macri consistant à faire entrer des dollars dans le pays pour soutenir l'économie s'est traduite par un fort endettement: 70 milliards de dollars, qu'il va falloir rembourser,

alors que les réserves nettes du pays tournent autour de 20 milliards. Et que moins de dollars entrent en Argentine parce que les prix internationaux du soja (25% des recettes d'exportation) baissent, à cause d'une moindre demande chinoise en partie liée à la guerre commerciale sino-américaine. L'effet est grossi par le fait que les exportateurs, en conséquence, stockent le soja pour spéculer sur une hausse des prix en dollars ou une chute plus grande du peso, ce qui leur en donnerait plus pour la valeur en dollars de leur soja.

M. Macri a donc peu de chances de pouvoir redresser la situation. Ces derniers mois, en outre, s'était ajoutée la nervosité créée par l'incertitude sur ce que fera Cristina Kirchner: participera-t-elle à la présidentielle d'octobre 2020? (NdLR: elle est finalement pré-candidate à la vice-présidence). Elle est aujourd'hui le meilleur produit spéculatif des bookmakers argentins!

Pourquoi Cristina Kirchner fait-elle peur au FMI et aux Argentins riches?

Début mai, elle présentait son ouvrage (*Sinceramente*) à la Foire du livre de Buenos Aires; la retransmission télévisée de l'événement a pris... 36% des parts de marché. Or, elle y fait référence au modèle dirigiste de José Ber Gelbart, ex-ministre de l'Économie de Peron dans les années 1970. Dans ce modèle, les prix et les investissements sont contrôlés et les banques nationalisées. C'est un système qui privilégiait la bourgeoisie nationale, alors que les élites économiques

d'aujourd'hui, en Argentine, sont des spéculateurs financiers liés aux banques internationales, particulièrement américaines. M^{me} Kirchner dit vouloir promouvoir les industriels et les capitalistes nationaux – ce que fait Trump, souligne-t-elle.

Et le FMI pourrait se retrouver avec une cinquantaine de milliards de dollars prêtés au président Macri qui ne seraient pas remboursés. Car, si Cristina Kirchner était au pouvoir, il n'est pas impossible que Buenos

Aires choisisse de se passer du FMI, des États-Unis et des dollars pour se tourner vers la Chine. Cela dit, si les dollars devenaient ainsi trop chers pour les Argentins – qui font tous leurs gros achats dans cette monnaie – elle aurait à faire face à un fort mécontentement social. Ce qui pourrait expliquer qu'elle préfère une position moins en pointe que présidente...



Xavier Dupret

Économiste à la Fondation Jaquemotte et spécialiste de l'Argentine.

Quelle politique de droite arriverait à surmonter les obstacles que n'a pas pu vaincre Mauricio Macri?

L'Argentine est en crise sur le contrôle des changes. Même le FMI prévoit que, dans ces cas-là, on puisse instaurer un contrôle; cela limiterait en partie l'inflation. Par ailleurs, l'État pourrait taxer les exportations de soja ou imposer des pénalités à ceux qui le stockent par pure spéculation. Et si les subventions aux prix de l'énergie, largement répandues sous les gouvernements Kirchner, ont donné lieu à beaucoup de gaspillage, M. Macri pourrait subventionner une consommation raisonnable pour les petits revenus.